

Document de stratégie pour la nouvelle AMCP



L'avenir de l'AMCP à partir de 2016

Introduction

Les 27 et 28 Septembre 2015, l'Assemblée mondiale d'Action Mondiale Contre la Pauvreté (AMCP, GCAP en anglais) a déclaré que ses membres devraient travailler ensemble dans une nouvelle approche à partir de 2016 pour la justice et l'éradication de la pauvreté et des inégalités. La Déclaration de New York (voir annexe 2) décrit le contexte et positions principales relatives aux futurs travaux de l'AMCP. Ce document, enraciné dans le travail de l'Assemblée mondiale et les discussions qui ont suivi au sein de groupes de travail dédiés, fournit une base pour la planification de la transition de l'AMCP aux niveaux national, régional et mondial. Les prochains responsables de GCAP, qui seront élus au cours des premiers mois de 2016, définiront sur la base de ce document un plan d'action avec une stratégie financière cohérente et un calendrier détaillé.

Contexte: Le Focus sur les inégalités

L'Assemblée mondiale de l'AMCP à New York en 2015 a décidé que la «nouvelle AMCP devrait mettre davantage l'accent sur l'élimination des inégalités». Cette décision entre en cohérence avec l'histoire de l'AMCP et ses principaux documents stratégiques. Lorsque l'AMCP a adopté son logo en 2006, l'expression «Ensemble pour l'égalité», a souligné l'importance de l'égalité dans la mission de l'AMCP.

Tandis que les inégalités ont augmenté, les éliminer est devenu encore plus central pour l'AMCP et son appel à agir. En 2007 lors de l'Assemblée mondiale de Montevideo, les membres se sont « solennellement résolus à ce que l'AMCP continuer d'évoluer en tant que force mondiale contre la pauvreté et l'inégalité ». En 2013, l'Assemblée mondiale de l'AMCP à Johannesburg a décrit en «toile de fond les inégalités obscènes, à la fois au sein des pays et entre eux», ainsi que les ramifications de ces lacunes massives et la nécessité d'aborder les causes profondes des inégalités. Les communautés marginalisées et les exclus dans la société - comme les Dalits, les femmes, les jeunes, les personnes présentant des handicaps, les peuples indigènes, les personnes âgées et les minorités - doivent être des agents actifs de changement et des participants actifs dans les processus de prise de décision.

Dans le travail sur l'agenda post -2015, l'AMCP et ses membres ont insisté sur l'importance et la centralité de la lutte contre les inégalités et la participation active de la population dans le développement. L'inclusion de la question de l'Inégalité dans un Objectif de Développement Durable autonome au sein du document final qui a été adopté par les Nations Unies est un succès pour le plaidoyer mené par l'AMCP. Le document fournit également une forte reconnaissance de la participation politique des personnes. Pourtant, ceci n'est que le début du renouvellement de notre engagement politique pour contester les aspects structurels et les causes de la pauvreté et veiller à ce que «Ne laisser personne de côté» et «Une vie de dignité pour tous» deviennent réalités.

Tendances dans le monde de l'après-2015

Le mandat politique de la nouvelle AMCP est ancré dans une réalité : des milliards de personnes à travers le monde souffrent de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, de l'oppression et d'autres formes de pauvreté, du fait d'un système de développement non durable caractérisé par, comme le stipule la Déclaration de New York, "la montée des inégalités, le changement climatique causé par l'Homme et l'exclusion des communautés socialement et économiquement marginalisées."

La pauvreté, l'insécurité et les inégalités continuent d'être un scandale dans le monde où il existe pourtant des connaissances et des ressources pour assurer une vie saine et digne pour toutes et tous. Pendant que quelques-uns consomment de manière non soutenable à outrance et accumulent des richesses, des milliards d'autres n'ont pas accès à une nourriture adéquate, à de l'eau potable, à des installations sanitaires correctes, au logement, à la santé, à l'éducation et à la justice. Les femmes, les enfants et les personnes socialement exclues représentent encore la grande majorité des personnes vivant dans la pauvreté et sont victimes de discrimination sévère - et souvent de violence - de façon quotidienne. En outre aujourd'hui la marginalisation est constatée partout - des pays les plus pauvres aux pays les plus riches.

Dans ce cadre, plusieurs tendances suscitent des inquiétudes pour l'avenir (voir l'analyse de la Déclaration de New York à l'annexe 2):

La violence augmente. Les conflits armés et la violence touchent aujourd'hui les communautés dans près d'un pays sur trois. Le terrorisme, la mafia, la

criminalité, la violence sexiste et les actions militaires démontrent la prévalence de la violence dans la vie des gens. La violence est là, non seulement dans les actions physiques, mais aussi dans les mots. L'arrogance et le rejet du dialogue alimentent le fondamentalisme et l'intégrisme. Cela empoisonne aussi les débats politiques, qui sont marqués de plus en plus par le mépris pour les opposants et les voix critiques, et par un affaiblissement de la démocratie.

La migration et les déplacements à grande échelle, la nette augmentation du nombre de réfugiés - résultant de la pauvreté, des conflits et des dégradations environnementales - sont un résultat alarmant de ces tendances.

Bien qu'il existe un consensus formel au niveau international sur l'urgence et la nécessité de lutter contre la pauvreté, il y a un manque général de volonté politique pour lutter contre les causes profondes de la pauvreté et de grands désaccords existent sur la façon de mobiliser les moyens de mise en œuvre des objectifs convenus. En outre, l'engagement des gouvernements est souvent contredit par des actions au niveau national qui érodent la protection sociale au lieu de garantir les droits. Dans le même temps, de nombreuses entreprises s'emparent des terres et des ressources naturelles des communautés menaçant ainsi les moyens de subsistance de plusieurs millions de personnes. Cela fait partie d'un système de production et de consommation non durable qui est en train de détruire la nature et d'aggraver les inégalités.

Un manque d'une réglementation adéquate du marché financier - ainsi que les liens entre les marchés financiers et le cours des matières premières et des aliments au niveau international - pourraient conduire à de nouvelles crises mondiales portant sur la nourriture, l'accès à l'énergie et les moyens de subsistance.

Les tendances démographiques vont créer de nouveaux défis avec une population plus nombreuse et une répartition différente des groupes d'âge. Actuellement, le nombre de jeunes demandant éducation et emploi augmente rapidement dans de nombreux pays. Dans les quatre décennies à venir la population va probablement atteindre 9 milliards et le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans devrait dépasser le nombre d'enfants et de jeunes de moins de 15 ans. Cela aura un impact sur la consommation des ressources et générera de nouvelles demandes et de nouveaux équilibres des besoins sociaux au sein des communautés.

Par conséquent, la pression du public pour que les décideurs - les parlements, les gouvernements, les dirigeants - s'attaquent aux causes de la pauvreté et des inégalités et mettent en œuvre un cadre de transformation pour le développement durable est une urgente nécessité.

La gouvernance mondiale dans ce contexte est très faible. Comme l'ont démontré les accords commerciaux créant spécifiquement des « mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États » (« Investor-State Dispute Settlement ») en dehors de toute jurisprudence normale, les relations de pouvoir qui se sont instaurées entre les États et des entreprises internationales de plus en plus grandes rendent l'action en faveur des personnes et de la planète difficile, même pour les gouvernements nationaux. Dans le même temps, l'espace de la société civile se restreint, rendant plus difficile le travail pour le changement et la résistance contre les violations des droits. Pourtant, des initiatives politiques - de la part des décideurs du secteur public et de la société civile - sont nécessaires de toute urgence pour renforcer des processus équitables et efficaces de gouvernance mondiale.

Réalisation de l'Agenda 2030

En Septembre 2015, l'Organisation des Nations Unies a adopté l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable. Tandis que ce nouveau programme de développement aurait pu aller plus loin - puisqu'il ne répond pas suffisamment aux causes structurelles et profondes des inégalités et de la pauvreté - il offre toujours un cadre pour les institutions publiques, le secteur privé et la société civile pour contribuer à la transformation d'un système très inégal, injuste et insoutenable. L'Agenda 2030 et les ODD sont un appel à l'action pour tous les acteurs afin d'assurer que le concept «Ne laisser personne de côté» ne soit pas seulement un slogan mais devienne une réalité.

Les institutions publiques

Les institutions internationales et les gouvernements doivent coopérer pour mettre en œuvre et élaborer l'Agenda 2030 aux niveaux mondial et national. Les institutions publiques ont la responsabilité de garantir le droit à la nourriture et de fournir un accès universel à des services de qualité abordables en matière d'éducation, d'énergie, de soins de santé, de logement, de transports publics, d'eau potable, d'assainissement, de sécurité et de télécommunications.

Les institutions publiques ont également la responsabilité de défendre et de promouvoir la participation réelle des personnes, en commençant par les plus vulnérables, à créer les conditions qui permettent aux gens d'être protagonistes de leur propre vie et de la vie de leurs communautés. Les processus participatifs inclusifs, fondés sur la justice et la solidarité, sont nécessaires pour désamorcer la violence.

Pour atteindre les objectifs de développement durable, les politiques qui favorisent l'égalité comme la justice fiscale, le travail décent, les mesures de redistribution, la protection sociale et l'égalité des genres sont cruciales. Les gouvernements doivent également créer un cadre pour que le secteur privé se conforme à cela.

Le secteur privé

Le secteur privé a un impact énorme sur les conditions de la vie humaine et de la planète. Les entreprises ont la responsabilité de contribuer au développement durable et de veiller à ce que leurs actions soient compatibles avec les ODD. Les initiatives économiques doivent réduire les inégalités et respecter l'environnement. Les préoccupations internationales sur le changement climatique manifestent surtout un développement industriel effréné qui s'est fait sans égard pour la justice ou les limites planétaires.

Le secteur privé gagne de plus en plus d'influence sur les gouvernements et même au sein du système des Nations Unies. Des grandes entreprises et philanthropies fixent ou influencent souvent les ordres du jour et leur mise en œuvre. Bien que le secteur privé doive faire partie de la solution, il n'a pas de légitimité démocratique. L'inégalité ne sera pas réduite si les 1 % les plus riches dominent les discours et les décisions politiques.

Si le secteur privé veut contribuer au développement et aux ODDs, il doit se concentrer sur des conditions de travail décentes, le paiement des taxes exigibles, le respect des réglementations en vigueur et l'investissement dans des technologies respectueuses de l'environnement. Ce n'est pas une question de philanthropie, mais plutôt de la façon dont les entreprises gagnent leur argent et dont nous construisons nos sociétés. Cela implique, entre autres, de fonctionner dans le contexte du cadre de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme, y compris la Charte internationale des

droits de l'homme et la Déclaration de l' Organisation internationale du Travail relative aux principes fondamentaux et droits au travail.

La société civile et l'AMCP

La société civile et l'AMCP doivent porter haut la bannière de la justice, de la solidarité et du développement durable. Nous avons aussi un rôle à jouer dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de l'Agenda 2030. Nous allons continuer à assurer la participation de la population dans les espaces publics et à faire entendre la voix de ceux qui ont été rendus muets et invisibles, tout en formant des alliances avec les universités pour fournir des connaissances plus profondes sur les processus et questions en jeu. Comme le stipule la Déclaration de New York, la «nouvelle AMCP » va " se connecter avec des millions de citoyens du monde et veiller à ce que leurs demandes de justice soit entendues . . . Plaidoyer et mobilisation sont les deux faces d'une même stratégie. "

Le rôle de la «nouvelle AMCP »

À l'ère des ODD, l'AMCP se poursuivra comme une campagne mondiale et une plateforme de plaidoyer mobilisant les énergies de puissants groupes de base rassemblés en coalitions nationales et groupes constituants, en particulier en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il continuera à défier les institutions - principalement les Etats et le secteur privé - pour les tenir responsables des inégalités perpétuées par leurs habituels modèles de développement ("business as usual"), comprenant une forte croissance axée sur les combustibles fossiles, des modes excessifs de production et de consommation, la discrimination des genres et l'économie du *laissez-faire*.

L'AMCP a analysé son travail ces dix dernières années - identifiant les points forts et les points faibles - ainsi que le contexte actuel de la société civile. La nouvelle AMCP repose sur ces leçons tirées de l'expérience passée.

L'AMCP s'appuiera sur ses membres sur le terrain en accroissant leur capacité à mettre en cause les gouvernements nationaux et leur demander des comptes sur leurs engagements pour les ODD. L'AMCP va forger et renforcer les partenariats avec des organisations et groupes similaires de la société civile aux niveaux national et international- y compris les réseaux des Organisations de la Sociétés Civile (OSC) et les ONG internationales, les fédérations syndicales, les groupes de bénévoles, les femmes , les jeunes,

les groupes militants locaux et les personnes marginalisées - et continuera à se construire avec les mouvements féministes et les mouvements sociaux.

Il est important pour l'AMCP de participer (régionalement et mondialement, à l'intérieur et à l'extérieur de l'ONU) aux discours internationaux sur les politiques publiques, notamment concernant la mise en œuvre des ODD, et ce à travers la mise en lumière des expériences de ses membres aux niveaux local et national - preuves à l'appui.

Concrètement, l'AMCP lancera une action mondiale visant à rendre les inégalités visibles. Cela se fera à travers la création d'espaces et de processus permettant aux personnes qui sont marginalisées ou vivent dans des situations de vulnérabilité, de partager leurs propres histoires, rendant ainsi visibles les « visages de l'inégalité ». Cette initiative mettra en évidence les succès et les luttes des groupes marginalisés et les liens entre des problématiques a priori éloignées.

Des exemples de personnes et de sujets qui pourraient être mis en évidence comprennent : les enfants Pakistanaïses qui sont fiancées et forcées de quitter l'école, les populations autochtones aux Philippines qui sont déplacées par les sociétés minières, les agriculteurs africains dont les moyens de subsistance sont mis à mal par la libéralisation du commerce, ou encore les familles latino-américains poussées dans la pauvreté suite aux catastrophes naturelles.

Des méthodologies participatives seront mises en place pour établir des relations justes et responsables envers tous les participants. Ces histoires fourniront un point de départ pour le plaidoyer de l'AMCP, y compris le développement et l'utilisation d'indicateurs forts pour les ODD. Cette campagne de plaidoyer sera lancée lors du Forum Social Mondial 2016 à Montréal.

L'AMCP travaillera de concert avec d'autres campagnes et réseaux de la société civile. Nous croyons que la construction d'alliances va renforcer la société civile et influencer les processus mondiaux, bien mieux qu'en travaillant séparément ou de manière cloisonnée. Cela exige une compréhension politique commune et la capacité de faire route ensemble. Un des rôles de la nouvelle AMCP est de rassembler la société civile et de faciliter ces processus. Cela inclut la coopération avec des réseaux thématiques, tels que ceux pour la justice fiscale et la justice climatique.

Qu'est-ce qui rend l'AMCP unique?

1. Tout au long de dix années d'expérience internationale de terrain, l'AMCP est devenu un mouvement mondial **résolument dirigé par l'hémisphère Sud** et analysant les causes premières de la pauvreté et des inégalités dans une perspective fondée sur les droits.
2. L'AMCP est une large coalition qui a démontré sa capacité à **mobiliser des millions de personnes** sur les questions de pauvreté et d'inégalités qui affectent leurs vies. La coalition consiste en **des milliers de petites ou moyennes organisations de la société civile**, elles-mêmes organisées en coalitions nationales dans 85 pays à travers le monde.
3. Le réseau de l'AMCP facilite l'inclusion et la participation **des groupes marginalisés et des femmes dans un processus ascendant**, du niveau local au niveau international en passant par les niveaux nationaux et régionaux. L'AMCP a gagné un accès aux institutions internationales, y compris à l'Organisation des Nations Unies, en faveur des militants venant de groupes marginalisés.
4. L'AMCP se concentre sur **les aspects structurels des inégalités** pour éradiquer la pauvreté.

En quoi cette AMCP est-elle nouvelle ?

1. Focus thématique sur les inégalités : tandis que l'AMCP a travaillé sur les Inégalités depuis 2006 et a amené cette problématique dans l'Agenda 2030, la nouvelle AMCP place les Inégalités au centre d'une initiative nouvelle et plus politique visant à mettre un terme à la pauvreté.
2. Agenda 2030: il s'agit d'un cadre nouveau, qui diffère des OMDs. Bien que les ODDs soient loin d'être parfaits, ils sont meilleurs dans leur contenu et nous pouvons y travailler en faisant pression dès le début.
3. Approche ascendante ou "bottom-up" : l'approche développée auparavant par GCAP et consistant à travailler avec des organisations locales et personnes marginalisées, va être systématisée et fondée sur la recherche et l'analyse. On attendra aussi des Coalitions Nationales et des Groupes Constituants qu'ils poursuivent leur travail en utilisant des approches bottom-up.

4. Plus forte concentration sur le plaidoyer : tandis que le plaidoyer a toujours été partie intégrante du travail de l'AMCP, beaucoup d'observateurs ont avant tout perçu l'AMCP comme une campagne de mobilisation. La nouvelle stratégie formule clairement les liens entre plaidoyer et mobilisation.
5. Construction d'alliances : ces dix dernières années, la société civile a évolué avec la naissance de réseaux plus thématiques et spécialisés travaillant sur des questions liées à la pauvreté et aux inégalités. Aujourd'hui plus que jamais, l'AMCP va travailler de manière rapprochée avec des alliances et réseaux nationaux, régionaux et mondiaux, offrant des liens forts à ses communautés sur le terrain et aux secteurs vulnérables.

Mandat de l'AMCP

L'AMCP soutient les personnes dans leurs luttes pour la justice et rassemble les personnes et les organisations afin de défier les institutions et les processus qui perpétuent la pauvreté et les inégalités dans le monde, pour défendre et promouvoir les droits humains, la justice de genre, la justice sociale et la sécurité nécessaires pour la dignité et la paix de tout le monde.

Objectifs

L'objectif principal:

Construire une campagne mondiale solide et progressiste contre la pauvreté et les inégalités avec un pilotage résolument ancré au Sud pour assurer que personne ne soit laissé pour compte.

Objectifs spécifiques:

1. Les populations - en particulier dans les groupes marginalisés - sont conscientes de leurs droits et sont mises en capacité, grâce à des partenariats avec des OSC locales et nationales, de monter des processus robustes menés par et pour les citoyens dans le but

d'aborder les aspects structurels des inégalités et d'effectuer le suivi de la mise en œuvre des ODDs.

2. Tous les niveaux de gouvernements, ainsi que le secteur privé, sont tenus responsables pour la mise en œuvre des ODD et pour s'attaquer aux aspects structurels des inégalités.
3. Construire un solide réseau mondial - de coalitions nationales, des groupes de circonscription et les initiatives de plaidoyer et de mobilisation - aux niveaux régional et mondial pour influencer sur les processus et les institutions internationales.

Thèmes de la nouvelle AMCP

Thèmes généraux liés aux inégalités et aux ODD

Il y a certains thèmes généraux qui sont critiques pour les inégalités et intersectoriels à plusieurs dimensions et champs. La nouvelle AMCP veut leur accorder une attention particulière dans son action. Ils sont les suivants :

1. Genre et exclusion sociale

L'exclusion est l'un des résultats les plus pervers et inacceptables des inégalités. Il y a un besoin impératif d'éliminer l'exclusion sociale, économique et culturelle et la discrimination entre les sexes -y compris la discrimination et la violence et la marginalisation politique - dans les processus politiques locaux, nationaux, régionaux et mondiaux - même au sein de la société civile.

2. Rôle et responsabilité du secteur privé

Le secteur privé contribue au développement par l'innovation technologique, la génération de revenus, la création d'emplois et le soutien aux initiatives communautaires. Pourtant, les entreprises créent et aggravent la pauvreté et les inégalités à travers des pratiques d'entreprises destructrices telles que l'accaparement des terres et de l'eau, les méga-exploitation minières, l'évasion fiscale, la corruption, l'anti syndicalisme et l'exploitation des travailleurs, y compris les conditions de travail inhumaines et dangereuses et l'indécence des salaires. Étant donné la taille de la présence et du rôle direct et indirect joué par le secteur privé, nous appellerons les entreprises à rendre des comptes sur un triple objectif plancher, incluant les relations de travail, l'impact sur la communauté et sur l'environnement. Dans le même

temps, nous demanderons aux institutions publiques d'être proactives avec des politiques et règles efficaces visant à créer un cadre légalement contraignant pour la transparence et la redevabilité du secteur privé.

3. Redistribution

Pour atteindre les ODD et donner à chaque individu la possibilité de vivre une vie de dignité, il y a un besoin très urgent de redistribuer les ressources - naturelles et monétaires - des parties privilégiées de la société vers des groupes défavorisés et exclus, tant à l'intérieur qu'entre les pays. Les politiques redistributives qui respectent la primauté du droit et notamment des droits humains - elles peuvent inclure l'imposition progressive, les paiements de transfert, réforme foncière, taxes sur les transactions financières et le partage équitable du pouvoir politique - réduisent les inégalités et renforcent la démocratie.

4. Justice climatique

La planète va rapidement vers un point de non-retour en terme de hausse des émissions de carbone. Le changement climatique et la dégradation environnementale alimentée par des habitudes de consommation non durables impactent de manière disproportionnée les communautés pauvres, les femmes, ainsi que les personnes les moins responsables du changement climatique et qui sont les plus touchées.

Un non-respect des limites de la planète entraîne une diminution de la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire, la contamination et l'épuisement des ressources en eau, des migrations et déplacements. Les gouvernements, les entreprises et les particuliers ont tous la responsabilité de protéger la planète pour les générations actuelles et futures. La justice climatique et les soins écologiques doivent être au cœur de politiques multisectorielles et holistiques.

Cadres

Pour l'AMCP, l'Agenda 2030 et les ODD sont importants, mais non le seul cadre pour lutter pour la justice et contre les inégalités. Les droits de l'homme sont à la base du travail de l'AMCP. Les traités de droits de l'homme et leurs mécanismes sont donc des cadres centraux, comme le sont d'autres accords internationaux et régionaux tels le Programme d'Action de Beijing, l'Accord de Paris (UNFCCC) et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Les plans

de développement nationaux fournissent aussi des programmes dans lesquels s'engager.

Questions thématiques

Sur la base de ces thèmes et cadres généraux, la nouvelle AMCP travaille sur les points thématiques qui sont au cœur du combat pour mettre fin aux inégalités et à la pauvreté et construire la paix. Une gamme de questions interdépendantes doivent être abordées ensemble afin de constater les aspects structurels des inégalités et d'agir sur ceux-ci. Ceci est un principe central de l'Agenda 2030, la logique qui sous-tend les 17 ODD, et une clé pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

L'AMCP travaille de manière holistique sur une variété de questions afin de surmonter les approches cloisonnées. Dans ce cadre, les Coalitions Nationales décident de leurs propres priorités.

Les questions thématiques sont les suivantes :

- Protection sociale
- Justice fiscale
- Égalité des genres
- Travail décent
- Production et consommation durables
- Changement climatique
- Droit des terres, eaux et forêts
- Migration et réfugiés
- Paix et la sécurité humaine
- Protection des défenseurs des droits humains

Des modes de travail inclusifs

L'AMCP reconnaît qu'il est impératif de mettre en œuvre un style inclusif et participatif dans son travail et sa communication. Cela implique d'accorder

une attention particulière aux questions culturelles et de genre, ainsi que la nécessité de fournir des traductions afin de surmonter les barrières linguistiques.

Les activités principales de la nouvelle AMCP

1. Recherche et Analyse : les rapports Inégalité et les publications Visages de l'Inégalité

a. Rapports d'Inégalité nationaux : en utilisant les ODD et les Droits de l'homme comme les points de référence, ces rapports effectueront le suivi de leur mise en oeuvre et demanderont des comptes aux gouvernements et au secteur privé.

b. Publications Visages d'Inégalités : les études de cas et les narrations preuves à l'appui seront centraux pour le plaidoyer, le travail politique et les campagnes publiques. Cela inclut la recherche participative, y compris des « auditions de la pauvreté », vidéos participatives, etc.

c. La recherche et les rapports sur les pratiques alternatives accomplissant déjà le développement durable.

d. Les rapports au niveau mondial seront basés sur les rapports nationaux, la recherche globale et les questions thématiques. En plus de mettre en lumière certaines problématiques et tendances, ces rapports demanderont des comptes aux institutions internationales et compagnies multinationales.

e. L'analyse politique aux niveaux national, régional et mondial, comme base des déclarations politiques et pour poser les questions qui fâchent aux gouvernements, à l'ONU et le secteur privé. Cette analyse peut aussi inspirer la société civile.

2. Sensibilisation et renforcement des capacités sur les inégalités et les ODD

a. Soutien au travail des communautés à travers la communication, l'éducation au développement, le partage de matériaux accessibles et faciles à comprendre, qui évitent le jargon technique, dans les langues locales pour sensibiliser au niveau communautaire et fournir des outils pour les citoyens

et l'engagement communautaire dans le cadre du suivi des ODD et de l'apprentissage global.

b. Le partage et la diffusion internationale des meilleures pratiques alternatives développé localement sur le terrain

c. Séminaires et ateliers avec les OSC au niveau national

d. Renforcement des capacités régionales pour les coordonnateurs et les dirigeants nationaux

3. Mobilisation et campagne à travers un processus ascendant (bottom-up)

a. mobilisations physiques aux niveaux local et national mené par les communautés locales et les personnes marginalisées.

b. mobilisation en ligne et travail médiatique : amener les voix des groupes et personnes exclues dans les médias traditionnels et réseaux sociaux, y compris en dénonçant les violations des droits de l'homme et les politiques/initiatives gouvernementales ou du secteur privé qui contredisent les ODD.

c. Mobilisation mondiale: l'AMCP organise des mobilisations coordonnées similaires à celles organisées par l'AMCP dans le passé, tels que Stand Up and Take action, qui a été organisé dans le cadre de l'agenda des OMD

4. Plaidoyer et suivi

a. Elaborer des méthodes pour effectuer un suivi des inégalités et de la façon dont elles se rapportent aux ODD.

b. Nationalisation et localisation des ODD - Dialogue avec les gouvernements sur les plans de mise en œuvre ODD et l'engagement de la société civile.

c. Mettre en place le suivi et les mécanismes d'évaluation aux niveaux national et sous-national avec des contributions et la participation des communautés marginalisées.

d. Fournir un soutien aux bénévoles qui travaillent avec les communautés pour faire rendre des comptes aux gouvernements.

e. Régionalement et mondialement :

i. Apporter les voix des personnes et des communautés marginalisées aux réunions et processus régionaux et mondiaux

ii. Poser les questions qui fâchent sur les ODD en rapport aux inégalités - avec un accent sur la réalisation du slogan « Ne laisser personne de côté » et la redevabilité du secteur privé

iii. Plaidoyer sur des thèmes spécifiques liés aux inégalités et ODD telles que la justice fiscale, la migration et l'égalité des genres.

5. Coordination de la société civile et construction d'alliances

a. La coordination régionale des ODD pour renforcer la coopération de niveau national de la société civile et pour influencer les organisations et processus gouvernementaux et de la société civile au niveau régional.

b. la coordination mondiale des ODD - avec les partenaires de la société civile semblables qui sont prêts à remettre en question les causes structurelles des inégalités et qui soutiennent des actions de transformation pour la justice et la bonne gouvernance mondiale - afin d'avoir un impact plus fort sur l'ONU et d'autres processus internationaux, y compris:

i. Agenda 2030 et les ODD

ii. politiques G7 / G20 touchant les personnes et la planète

c. Construire une vaste alliance de la société civile mondiale contre les inégalités. L'AMCP doit avoir un rôle de facilitateur dans ce processus. Cela se fera en collaboration avec d'autres campagnes et initiatives travaillant avec des partenaires nouveaux et non traditionnels.

L'AMCP a fait un extraordinaire travail dans le passé, d'où l'impératif de continuer et de travailler avec encore plus de vigueur en cette période de défis. Une nouvelle stratégie aidera à avoir une campagne plus ciblée et avec un cadre politique clair. De nouvelles structures de gouvernance vont revitaliser le leadership et générer de nouvelles énergies pour réaliser la mission de l'AMCP. La nouvelle AMCP est une action mondiale progressiste, qui s'appuie sur nos expériences des dix dernières années, et qui fait partie d'un mouvement populaire mondial visant à garantir que « personne ne soit laissé de côté » et que « Une Vie de Dignité pour Tous » devienne réalité.

Annexe 1 - Nom et Logo

Le nom et le logo seront finalisés par la nouvelle gouvernance avec les constituants de l'AMCP.

Ce qui suit sont quelques propositions (en anglais):

| Name | Acronym | Pros | Cons |
|--|---------------------|---|---|
| Global Campaign Against Poverty | GCAP | Same acronym GCAP is officially a campaign | Does not reflect the new mandate against inequalities |
| Global Campaign Against Inequality | GCAI | Clear Focus | Difficult to say "GCJAI" Not a close link to GCAP |
| Global Campaign Against Inequalities and Poverty | GCAIP | highlights inequalities, similar to GCAP | Does not include Justice |
| Global Call to end Poverty and Inequality | GCEPI | Positive formulation | Long |
| The Inequality Campaign - For Global Justice | Inequality Campaign | Clear name, new | No relation to GCAP, poverty is not included |

Annexe 2

Communiqué de l'Assemblée Mondiale 2015 de l'AMCP

DECLARATION de NEW YORK S'engager contre les inégalités

Faisons de "Ne laisser personne de côté" une réalité

New York, le 28 Septembre 2015

Un nouveau mandat après 2015

1. Un modèle de développement non soutenable - obsédé par le marché et la croissance économique - conduit à des inégalités inacceptables toujours en plus grand nombre, au changement climatique d'origine humaine et à la poursuite de l'exclusion des communautés marginalisées socialement et économiquement. La concentration de la richesse et du pouvoir politique dans peu de mains porte préjudice à l'ensemble de la société, tout comme le font la discrimination et l'inégalité de traitement qui affectent majoritairement les femmes, les filles et les communautés minoritaires. Sur toute la surface du globe, des millions de gens sont en souffrance.
2. Nous, les représentants de **l'Action Mondial Contre la Pauvreté (AMCP)** - mouvement mondial de la société civile qui défie les institutions et processus perpétuant la pauvreté et les inégalités - se rencontrant à New York en **Assemblée Mondiale du 27 au 28 Septembre**, riches des contributions de nos coalitions et membres à travers la planète, nous accordons à renouveler et affirmer notre mission consistant à lutter contre les inégalités et la pauvreté, à veiller à ce que les droits humains et la dignité de chaque personne soient réalisés et à garantir que les limites de la planète soient respectées.
3. **Par la présente, nous déclarons que nous travaillerons ensemble sous une nouvelle forme après 2015, pour la justice et l'éradication des inégalités et de la pauvreté.**
4. L'AMCP a été lancé en 2005 au Forum Social Mondial de Porto Alegre, au Brésil, comme un appel ouvert et ambitieux à la société civile - notamment les organisations de femmes et associations féministes, les

groupes de défense des droits humains, les communautés marginalisées et socialement exclues, les ONG nationales et internationales, les syndicats, les groupes de foi, les groupes de jeunes, parmi d'autres. L'AMCP a adopté et popularisé le ruban blanc comme symbole international de la fin de la pauvreté et des inégalités.

Les coalitions nationales et groupes membres de l'AMCP, dont la Task Force Féministe et la Task Force des personnes exclues, ont **mobilisé des centaines de millions** de femmes, d'hommes, d'enfants et de jeunes, y compris parmi les groupes socialement exclus, pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils réalisent leurs promesses. Les membres de l'AMCP ont suivi de près les succès et les échecs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ainsi que les engagements nationaux et régionaux en matière de développement, et les actions des institutions et groupes internationaux tels le G20 et la CCNUCC. Depuis 2010, les membres de l'AMCP ont également travaillé à la formation de l'agenda de développement Post-2015.

Depuis le début de "l'Appel à Agir" de l'AMCP il y a dix ans, nous avons influencé les politiques nationales et régionales et avons contribué à **donner forme au discours mondial** sur la pauvreté et les inégalités, y compris en faisant campagne avec succès pour un Objectif de Développement Durable indépendant « Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre » (ODD #10).

ODDs et inégalités

5. Etant donné l'obscénité des inégalités qui ont cours aujourd'hui dans le monde, nous, l'Assemblée Mondiale de l'AMCP, déclarons que **nous combattons les inégalités** en nous concentrant plus particulièrement sur les **inégalités de genre et les personnes socialement exclues**, notamment les femmes, communautés indigènes, Dalits, personnes vivant dans des zones de conflit, enfants, personnes âgées, communautés affectées par le changement climatique, migrants notamment climatiques, et personnes handicapées. Nous sommes résolus à faire en sorte que le slogan « Ne laisser personne de côté », initié par la société civile avant d'être adopté par les Nations Unies, devienne une réalité. C'est là le fondement d'un positionnement politique fort de **l'AMCP en tant qu'Appel Mondial avec une perspective du Sud** et dans laquelle la majorité des leaders vient du Sud.
6. Les **Objectifs de Développement Durable (ODDs)** vont bien au-delà des OMDs et offrent l'espoir d'un avenir dans lequel les gens puissent vivre en harmonie sur une planète sûre et durable. Contrairement aux

OMDs, les ODDs incluent des objectifs concernant les inégalités, la paix, le travail décent, la justice et la transparence, tout en promettant de mettre en terme aux violences contre les femmes et les enfants, le trafic d'êtres humains et un changement climatique dangereux.

Tout en accueillant favorablement l'adoption des ODDs, nous sommes troublés par la faiblesse des discussions sur les causes premières et structurelles des inégalités et de la pauvreté. De plus, aucune évaluation critique n'est faite du rôle du secteur privé, qui n'est présenté que comme faisant partie de la solution tandis que les business exacerbent bien souvent les inégalités notamment en matière d'inégalité des genres, de pauvreté et de changement climatique.

Les ODDs ne sont donc que l'un des cadres de notre engagement. L'AMCP continuera de défier les aspects et causes structurels des inégalités et de la pauvreté. Nous demanderons des comptes à tous les acteurs responsables - y compris les gouvernements, le secteur privé et les institutions internationales dont l'ONU. Pour réaliser les ODDs, des politiques publiques promouvant l'égalité seront cruciales : notamment en matière de justice fiscale, travail décent, mesures redistributives, de protection sociale et d'égalité des genres.

Mobilisation bottom-up - du local au global

7. L'AMCP travaillera aux niveaux local, national, régional et mondial pour effectuer un travail de veille sur la mise en œuvre des ODDs afin d'assurer que les pays réalisent les objectifs et atteignent voir dépassent les cibles pour tous les groupes. L'AMCP adoptera une **approche « bottom-up »** engageant à la fois les personnes et les gouvernements. Notre stratégie d'engagement dans ce cadre se comprend dans l'expression « **Localiser les ODDs - Soutenir les communautés locales qui se battent pour la justice** ». Ceci implique de travailler en coalitions, avec nos membres et partenaires aux niveaux national, régional et mondial sur la base des mobilisations locales.

Les principales forces de l'AMCP incluent la mobilisation des communautés, un travail de veille fondé sur des preuves tangibles, et leur articulation aux niveaux local, régional, national et international avec un plaidoyer formulant des exigences claires. Le travail de l'AMCP se fonde sur les voix des personnes et, en tant que tel, l'AMCP soutient le développement de l'information et des capacités des leaders locaux à participer aux processus et cadres de travail internationaux.

8. L'AMCP travaillera à mettre fin à l'accaparement des terres, eaux, forêts, ainsi qu'aux violations des droits humains par les méga-mines et autres sites d'extraction. Nous appelons à la fin du modèle de développement extractiviste. Nous travaillerons à transformer les aspects injustes et paupérisant de l'architecture économique et financière mondiale et nous attacherons aux causes premières des conflits violents. Puisque les systèmes légaux ont souvent échoué à protéger les droits des peuples aux ressources naturelles, l'AMCP travaillera avec les communautés locales pour assurer que des décisions démocratiques à tous les niveaux soient mises en œuvre par les gouvernements.
9. Les gouvernements continuent de reléguer à la marge la société civile et les voix des personnes. Les gouvernements ont promulgué des lois restrictives et intimidé des activistes, travailleurs humanitaires, journalistes et médias. Des militants de l'AMCP ont été emprisonnés injustement alors qu'ils mobilisaient largement pour la redevabilité des Etats, la justice en matière de genre et l'action climatique. L'AMCP continuera de se lever pour la **participation significative de la société civile** et soutiendra les organisations et activistes de la société civile qui sont harcelés par leurs gouvernements.
10. Nous nous préparons à connecter des millions de citoyens du monde et à faire en sorte que leur exigence de justice soit entendue. Nous reconnaissons que **le plaidoyer et la mobilisation sont deux faces d'une même stratégie**. Depuis sa création en 2005, mobiliser les habitants de la planète est dans l'ADN de l'AMCP. La mobilisation est basée sur les niveaux national et local. Les campagnes mondiales soutiennent ces campagnes nationales.

Nouveau

Départ

11. Créer un monde juste et soutenable pour toutes et tous – en particulier face aux intérêts établis qui bénéficient du statu quo actuel – est un formidable défi qui requiert de nouvelles énergies dans notre réseau et la construction de nouveaux partenariats et alliances. Nous envisageons de travailler en collaboration avec les mouvements sociaux, les réseaux de la société civile, les groupes locaux et d'autres partageant nos valeurs et objectifs, aux niveaux régional et mondial, afin de construire une initiative forte et de travailler en larges alliances de la société civile.
12. Célébrer les 10 ans de GCAP a été un événement marquant ; en ravivant notre passion à continuer à travers un nouveau départ, l'AMCP connaîtra une période transitoire pour développer une nouvelle structure de gouvernance, nom, logo et autres éléments. Le début de 2016 marquera notre nouveau départ. Nous invitons les membres, partenaires

stratégiques et alliés à travailler avec nous pour développer cette stratégie future.

FIN